

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 22811**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Domaine Droit Economie Gestion Mention Etudes Européennes et Internationales Spécialité : Droit International et Européen des Droits Fondamentaux (DIEDF)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées:

- Assurer une veille juridique en matière de libertés publiques et de droits fondamentaux, tant à l'échelon international, qu'à l'échelon régional

- Conduire des projets juridiques qui garantissent et sécurisent les règles sociales et professionnelles
- Veiller au respect du cadre juridique dans les administrations, entreprises ou les institutions
- Former les responsables concernés à propos du respect du cadre juridique, notamment dans des organisations non gouvernementales
- Conseiller et réaliser des médiations lors de différends internes ou externes
- Monter et suivre un dossier contentieux, de plainte ou de communication

Compétences ou capacités attestées :

- Assurer une recherche documentaire en matière juridique
 - Présenter un rapport de synthèse
 - Préparer des décisions administratives,....
 - Animer une réunion (de coordination, de formation,...)
 - Savoir s'adapter à son auditoire
 - Analyser une situation juridique et proposer des solutions adaptées
- Communiquer dans une ou plusieurs langues étrangères

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activité

Institutions internationales : Nations-Unies, UNESCO, Unicef, Conseil de l'Europe ...

ONG

Assemblées nationales (Parlement, Sénat) et les Ministères

Collectivités territoriales : Régions, Départements, Communautés urbaines, Villes

Administrations publiques

Magistrature

Type emplois accessibles

Juristes du secteur administratif, des organisations non gouvernementales ou des entreprises publiques ou privées, tant national qu'européen ou international. Juristes chercheurs et enseignants chercheurs.

Concours de l'enseignement supérieur ou des grands organismes de recherche.

Juristes au sein des services juridiques des entreprises, professions libérales, des institutions internationales et régionales.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Descriptif des composantes de la certification :

L'admission s'effectue sur dossier et, en tant que de besoin, sur entretien individuel avec le responsable du diplôme.

Le Master est accessible aux :

- étudiants titulaires d'une maîtrise de droit ou de sciences politiques et ayant une connaissance suffisante de la langue française.
- personnes bénéficiant d'une validation des acquis professionnels ou de l'expérience, admise par la commission pédagogique de l'établissement

MASTER 2 DIEDF

UEF 1 - Unité d'enseignements fondamentaux (12 ECTS)

Droit International des Droits de l'Homme, concepts généraux.

UEF 2 - Droit humanitaire et droit pénal international (12 ECTS)

Droit humanitaire – Droit pénal international.

UEF 3 - Histoire et diversité des systèmes (6 ECTS)

Histoire des Concepts - Universalisme et diversité des systèmes - Système africain de protection des droits de l'Homme - Système interaméricain de protection des droits de l'Homme - Système européen de protection des droits de l'Homme - Articulation entre systèmes nationaux et systèmes internationaux Egalité et non-discrimination - Les mécanismes et les techniques de garantie internationale des droits : les mécanismes quasi-juridictionnels et non juridictionnels - Exécution des décisions des juridictions internationales en matière de protection des droits de l'Homme.

UEF 4 - Droit international civil et politique (6 ECTS)

Droits intangibles : contenus et limites - Respect de l'intégrité physique - Droits substantiels, droit comparé- Aspects procéduraux et substantiels : Droits de la Femmes - Droits de l'Enfant Les minorités nationales : populations autochtones, droit des minorités nationales - Libertés personnelles : liberté du for interne - libertés du for externe - Société civile et Droits de l'Homme : les ONG - Francophonie, démocratie et droits de l'Homme - Vie politique des Etats.

UEF 5 - Droits économiques, sociaux, culturels et Environnementaux (4 ECTS)

Droits culturels et société de l'information - Droit à l'éducation et droits de l'Homme - Droit international et régional de la santé - Droit international de l'environnement, droits de l'Homme - Droit au développement comme droit de l'Homme.

UEF 6 - Situations de crise (6 ECTS)

Les mouvements de population : Droit des réfugiés- Etat d'exception : troubles et tensions internes - Justice et Etat de droit : indépendance des juges, droits de la

Défense - Universalité, effectivité, droit à la paix.

Unité d'enseignement complémentaire (14 ECTS)

Mémoire de recherche tutoré.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur). Eventuellement % enseignants/professionnels
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie est prévue à cet effet
Après un parcours de formation continue	X	Idem
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
	Le Master est en Formation Ouverte à Distance (FOAD) soutenue par l'Agence universitaire de la Francophonie

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Masters : Arrêté du 25/04/2002 publié au JO du 27/04/2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Master: arrêté d'habilitation du 20 septembre 2012

Pour plus d'informations

Statistiques :

Insertion professionnelle (30 mois après obtention du diplôme)

Diplômés 2010 :

95.5% ont un emploi

Type de contrat : CDD (14.3%) CDI (4.8%), Fonctionnaires (57.1%), volontaires international (19%)

Statut : cadre ou ingénieur (93.8%), employé ou ouvrier (6.2%)

Lieu de travail : étranger (100%)

Diplômés 2011 :

80.8% ont un emploi

Type de contrat : CDD (10%) CDI (10%), Fonctionnaires (75%), professions libérales, indépendants chefs d'entreprise (5%)

Statut : cadre ou ingénieur (100%)

Lieu de travail : France (5%), DOM-TOM (5%) étranger (90%)

Autres sources d'information :

http://www.droit1.univ-nantes.fr/70086682/0/fiche__formation/&RH=1292937226399&ONGLET=1

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Lieu(x) de certification :

Université de Nantes

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et des Sciences Politiques

Historique de la certification :

DIU des universités de Nantes et Nanterre en 1995-96, puis DU de l'Université de Nantes en collaboration avec un réseau d'enseignants et notamment le Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme (CRDH) de Paris II, dirigé par le professeur Emmanuel Decaux.

Devenu Master (à mémoire, dit recherche) en 2009.